

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Macky Sall Président de la République du Sénégal à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Excellences, madame, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames, messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Premier ministre,
Madame la Présidente du Conseil économique, social et environnemental,
Mesdames, messieurs,
Chers amis, distingués invités,

Vingt-cinq ans après le Sommet de Dakar de 1989, le Sénégal se réjouit d'accueillir à nouveau la communauté francophone. En mon nom, au nom de mes compatriotes, je vous souhaite une chaleureuse bienvenue et un agréable séjour au pays de la *Téranga*.

Au cœur de la ville de Diamniadio en gestation ici, nous sommes presque à mi-chemin entre le Royaume d'enfance et la dernière demeure d'un des illustres pères fondateurs de la Francophonie, le Président poète Léopold Sédar Senghor.

Dans « *Le souffle des ancêtres* », un classique de la poésie africaine, mon compatriote, l'écrivain-conteur Birago Diop, renseigne que « *ceux qui sont morts ne sont jamais partis ... Ils sont dans l'arbre qui frémit... Ils sont dans le bois qui gémit... Ils sont dans la case, ils sont dans la foule... Les morts ne sont pas morts* ».

Oui, par leur œuvre pionnière, Senghor et ses compagnons sont vivants pour la Francophonie. Qu'ils reçoivent, par ma voix, notre message de gratitude pour leur rôle historique dans le rassemblement de la famille francophone.

Nous tenons ce Sommet au moment où des pays de la sous-région ouest-africaine, dont certains membres de l'espace francophone, font face à l'épidémie d'Ebola. Je leur exprime notre solidarité agissante. J'appelle tous les membres de notre Organisation à se joindre aux efforts en cours en soutien à ces pays amis et frères.

Chers collègues,
Mesdames et messieurs,

À l'origine, était la Francophonie comme convergence autour d'une langue que nous avons en partage, dans le respect de nos diversités linguistiques et culturelles.

Senghor aimait la définir comme « *cet humanisme intégral, qui se tisse autour de la terre, cette symbiose des énergies dormantes de tous les continents, de toutes les races, qui se réveillent à leur chaleur complémentaire* ».

Sur ce legs, nous avons édifié la Francophonie des valeurs universelles, expression de notre attachement commun à la liberté, à la démocratie et au respect des droits de l'Homme. Puis a pris forme la Francophonie institutionnelle, une organisation structurée, assumant des missions sans cesse croissantes, dans un monde en mutations rapides et complexes. Que de chemin parcouru entre ce qui était alors l'Agence de coopération culturelle et technique et l'OIF de nos jours !

Aujourd'hui, nous avons franchi l'étape, encore plus exigeante, de la Francophonie des peuples. Plus exigeante parce que la langue, la culture, les valeurs universelles et l'édifice institutionnel qui les porte ne peuvent vivre et s'épanouir que *par* et *pour* les peuples qui les incarnent.

C'est tout le sens du thème que le Sénégal, pays hôte, a proposé pour notre Sommet : *Femmes et jeunes en Francophonie, vecteurs de paix, acteurs de développement*. Nous souhaitons, par ce thème, donner à notre communauté l'occasion d'un échange orienté sur l'action en faveur de deux composantes majeures de nos sociétés.

Que serait en effet le monde sans la force vitale des femmes, son autre moitié ? Et sans l'enthousiasme et le dynamisme de sa jeunesse, son avenir ?

Et pourtant, les femmes et les jeunes sont encore les plus exposés en temps de conflit et les plus vulnérables en temps de paix. Pour beaucoup, les droits et libertés, le progrès économique et social, loin d'être une jouissance ou l'espoir d'un lendemain meilleur, relèvent plutôt d'un combat incertain pour la vie.

Je pense aux violences spécifiques sur les jeunes et les femmes. Je pense aux discriminations de toutes sortes dont ils sont victimes. Je pense aux inégalités qui limitent leur accès aux soins de santé, à l'éducation, à la formation, à l'emploi, aux sources de revenus, à la propriété et au pouvoir décisionnel.

Oui, la Francophonie des peuples commande que les jeunes et les femmes restent au cœur de nos politiques et de nos efforts conjugués. Car les jeunes et les femmes sont le cœur de nos sociétés. Ils sont le cœur de nos projets. Ils sont le cœur de nos ambitions et le cœur des défis que nous devons relever ensemble.

Contre la guerre et la violence, agissons pour la paix, la sécurité et la stabilité. Contre l'ignorance et les dérives extrémistes, édifions des systèmes d'éducation et de formation aptes à résoudre les problèmes du chômage et de la marginalisation sociale.

Contre la dégradation continue de notre environnement, prenons la pleine mesure de nos responsabilités pour un développement solidaire et durable. J'engage à cet égard la communauté francophone à rester mobilisée pour le succès de la 21^e Conférence des Nations unies sur le changement climatique, prévue en 2015 à Paris.

Chers collègues,
Mesdames, messieurs,

L'avenir de la Francophonie des peuples se trouve dans son riche potentiel : 14% de la population mondiale, 20% des échanges internationaux de marchandises, une population jeune, notamment en Afrique, et des ressources naturelles considérables. Mais seule notre volonté commune de coopérer, dans un esprit de partenariat solidaire et complémentaire, transformera ce potentiel en opportunités.

La Francophonie des peuples, c'est certes la langue et la culture, la paix et la sécurité, la démocratie et les droits de l'Homme.

Mais la Francophonie des peuples, c'est aussi les échanges économiques et commerciaux ; c'est la mobilité dans l'éducation, la formation et l'enseignement supérieur ; c'est la technologie au service du plus grand nombre.

Voilà ce qui constituera le ciment de notre édifice pour l'avenir. Voilà ce qui rendra l'espace francophone plus fort, plus attractif et plus influent. Voilà ce qui fera que les générations actuelles et futures nourrissent pour la francophonie la même passion et le même attachement que les pères fondateurs. C'est cela aussi, c'est cela surtout, l'esprit de la Francophonie des peuples.

Enfin, m'adressant à vous, Président Abdou Diouf, je voudrais vous rendre un vibrant hommage pour votre contribution inestimable à l'Organisation internationale de la Francophonie.

L'assise institutionnelle de l'OIF, le Cadre stratégique décennal de Ouagadougou, les Déclarations de Bamako et de Saint-Boniface, textes normatifs de notre vision pour la paix, la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance, portent tous votre marque indélébile.

Devant la communauté francophone et le peuple sénégalais que vous avez tant servis, en reconnaissance de votre œuvre, je donne votre nom à ce magnifique centre de conférences, qui s'appellera désormais *Centre international de conférences Abdou Diouf (Cicad)*.

Une façon de vous dire « *dieureudieuf* », merci, en langue nationale wolof.

Je souhaite plein succès à nos délibérations.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Joseph Kabila Kabange Président de la République démocratique du Congo à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Mesdames et messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,
Distinguées Premières Dames,
Mesdames et messieurs,

Deux ans après le Sommet de Kinshasa, qui s'était inscrit dans le prolongement de celui de Montreux, et ce après que nous ayons été successivement à Bucarest et à Québec, nous voici à Dakar.

Tous mes pairs Chefs d'État et de gouvernement venus des quatre coins du monde et moi-même en sommes heureux.

Nous le sommes d'autant plus que Dakar est la capitale du Sénégal, pays cher à Léopold Sédar Senghor, un des pères fondateurs de la Francophonie, et que donc, pour nous francophones, ce voyage est une sorte de pèlerinage.

Nous le sommes aussi à cause de l'accueil qui nous a été réservé. Un accueil dont la chaleur démontre que la Francophonie est véritablement une famille et qui fait sentir à chacun et à tous, non seulement que nous sommes les bienvenus au Sénégal mais aussi que nous y sommes chez nous. Aussi voudrais-je, avant toute autre chose, en mon nom comme en celui de tous mes pairs, dont je salue la nombreuse présence ainsi que la décision de tenir successivement deux Sommets de la Francophonie en Afrique, remercier chaleureusement le Président Macky Sall, le gouvernement et le peuple sénégalais pour cet accueil mémorable et pour toutes les dispositions prises pour rendre notre séjour agréable.

J'associe à ces remerciements les experts de tous les États et gouvernements membres, le secrétariat de notre Organisation, les opérateurs directs de la Francophonie et tous ceux qui, deux années durant, ont œuvré à l'organisation des présentes assises. Sans leur précieux concours, la fête n'aurait pas été parfaite.

Mention spéciale au plus éminent d'entre eux, notre Secrétaire général, le Président Abdou Diouf, à qui je rends un hommage appuyé, pour l'élan sans précédent qu'il a imprimé à la Francophonie durant son mandat et pour sa contribution insigne au rayonnement de plus en plus fort de notre Organisation.

Nous sommes nombreux, francophones de tous horizons qui, si nous pouvions arrêter le temps, aurions souhaité retarder son départ. Faire, à cet égard, le constat de notre impuissance, c'est aussi prendre conscience du défi immédiat qui nous interpelle : celui de lui trouver, non un remplaçant, car on ne remplace pas Abdou Diouf, mais un successeur à même d'incarner les valeurs de la Francophonie et l'espérance qu'elle porte.

Mesdames et messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et messieurs,

Forte de sa spécificité, à savoir la langue française et les valeurs qu'elle véhicule, et après les avancées remarquables qu'ont représentées les conclusions des précédentes Conférences des chefs d'État et de gouvernement, singulièrement les Déclarations de Saint-Boniface, de Bamako et de Hanoi, socles de sa philosophie politique, notre Organisation a poursuivi sa mue en ouvrant, à Kinshasa, l'ambitieux chantier d'une Francophonie économique en phase avec les exigences du développement durable.

Nous sommes heureux d'annoncer qu'au terme de deux longues années de maturation, à la faveur de tant des réunions statutaires de ses organes, que des concertations ministérielles *ad hoc* consacrées à des thématiques spécifiques, dont les changements climatiques, la Francophonie dispose aujourd'hui d'une stratégie économique qui fait la part qu'elle mérite à l'économie verte et dont le projet va être soumis à la sanction des chefs d'État et de gouvernement à l'occasion de ce Sommet.

Les efforts déployés à cet effet ne l'ont pas été au détriment de ceux normalement requis pour la défense de la langue française et de la diversité culturelle, la promotion de l'État de droit et des droits humains, la prévention des conflits et la gestion des crises dans les États membres de notre espace. Ainsi, au chapitre des questions relatives à la paix, à la démocratie et aux droits de l'Homme méritent d'être notés, au cours de ces deux dernières années, les multiples efforts d'accompagnement déployés par notre Organisation, en signe de solidarité, au Mali, en Guinée, en Côte d'Ivoire, en Tunisie, en République centrafricaine, à Madagascar, en Égypte, en République démocratique du Congo et tout récemment au Burkina Faso.

Dans un monde en perpétuelle mutation, la paix, le bien-être et le développement sont des quêtes permanentes. Quelque positif qu'il soit, un bilan ne devrait donc pas être vécu comme une fin dont on se satisfait mais plutôt comme un tremplin pour de nouvelles conquêtes. C'est le sens du vœu exprimé à Kinshasa par les chefs d'État et de gouvernement de voir, à l'occasion de leur conférence biannuelle, s'instaurer entre eux des débats sur les questions internationales d'actualité et sur celles qui engagent l'avenir.

Ce XV^e Sommet s'inscrit précisément dans cette optique. D'abord en nous invitant à focaliser nos réflexions sur un thème à la fois pertinent et interpellateur : *Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement*. Ensuite, en nous proposant une résolution sur la lutte contre la maladie à virus Ebola, qui a endeuillé certains de nos États membres et qui représente une menace pour l'espèce humaine partout à travers le monde. Mais aussi en soumettant à notre examen et à notre sanction le cadre stratégique de notre action commune pour la période 2015-2022 ainsi qu'une programmation des projets concrets à mettre en œuvre au cours des quatre prochaines années.

Je voudrais espérer que nous sortirons de ce Sommet mieux outillés pour garantir, dans les domaines de la préservation de la paix, de la bonne gouvernance, de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement et de la biodiversité, de la valorisation des femmes et des jeunes, de l'éducation et de l'innovation ainsi que du développement local, une ère de solidarité francophone plus renforcée et plus efficace.

Plein succès à nos travaux !

Mesdames et messieurs,
Je vous remercie.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur François Hollande Président de la République française à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président, cher Macky Sall,

Je veux vous féliciter pour l'organisation de ce sommet et pour la qualité de l'accueil que vous nous avez réservé, ici, dans ce centre remarquable Abdou Diouf, qui est un symbole de l'Afrique en développement.

Mesdames, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie, mon cher Abdou,
Mesdames, messieurs,

Nous formons une communauté exceptionnelle, nous, les francophones : 57 États membres, 20 observateurs, près de 280 millions de locuteurs. Une communauté dont nous ne mesurons pas toujours et la force et l'attractivité. Une communauté qui porte des ambitions, des ambitions politiques, économiques, planétaires. Une communauté qui résout aussi des crises, qui fait en sorte que les valeurs que nous portons puissent être défendues, dans l'espace francophone et au-delà. Enfin, une organisation qui fait de la diversité culturelle, de la pluralité linguistique une œuvre au service du monde entier.

Avec la famille francophone, ici, à Dakar, nous voulons dire au Président Abdou Diouf non seulement notre amitié et notre reconnaissance, mais nous pouvons dire, grâce à lui, ce qu'est un homme d'État. Un homme ou une femme d'État sert d'abord son pays, c'est son devoir. Mais un homme, une femme d'État sert aussi des valeurs universelles et est capable à un moment de s'élever au-delà même de sa condition nationale pour devenir un acteur de la vie internationale, et c'est ce que vous avez fait, cher Abdou Diouf.

Vous avez été un exemple d'abord, d'accepter que l'alternance puisse exister dans votre pays. Laisser la place lorsque les électeurs l'ont décidé, mais prendre votre place dans l'Organisation internationale de la Francophonie. Vous avez de la sagesse, elle vous est reconnue, elle n'a rien à voir avec l'âge. Vous avez de l'expérience, cela n'a rien à voir avec le nombre d'années passées à la tête d'un mandat. Vous avez de la culture, et il ne suffit pas de parler français pour avoir de la culture. Et vous avez fait beaucoup pour la cause qui est la nôtre, la langue française. Beaucoup pour la démocratie, beaucoup pour la paix et c'est pourquoi ce centre international à Dakar porte votre nom, votre nom qui, partout dans le monde, au-delà de l'espace francophone fait résonner la démocratie et la paix. Merci.

Albert Camus disait qu'il n'avait qu'une seule patrie, la langue française. Et pour nous tous, ici, le français est notre pays natal, il est la matière avec laquelle nous composons nos souvenirs, nous retrouvons nos émotions, nous évoquons nos rencontres. Mais la langue française, c'est aussi un trait d'union, un trait d'union entre des peuples, entre des continents.

Notre langue, elle s'exprime partout, partout dans le monde. Et l'amour de la langue française parfois vient de celles et de ceux qui voudraient parler le français et qui n'y parviennent pas. C'est un amour irraisonné, parce que pour beaucoup de peuples, parler français c'est parler la langue de la liberté. Senghor disait que cette langue, que cette langue française, c'était la langue de la lutte, de l'émancipation, qu'elle avait tantôt la « *douceur des alizés* », tantôt la « *fulgurance de la foudre* ». Et c'est en français que les peuples se sont décolonisés, en français qu'ils ont accédé à l'indépendance et à la liberté, et qu'ils ont gardé le plus souvent le souvenir de cette langue-là. Non pas comme d'un héritage, mais au contraire comme d'une exigence pour le monde entier.

Défendre le français, c'est protéger la diversité culturelle. Défendre le français, c'est faire en sorte que ce patrimoine-là ne soit jamais entamé. Défendre le français, c'est considérer que la culture est un bien public universel. La conception selon laquelle les biens culturels puissent être considérés comme des marchandises comme les autres n'a pas sa place dans des négociations commerciales entre des continents ou entre des pays. Jamais nous n'accepterons que la culture puisse être objet de négociation.

Défendre le français, c'est promouvoir le pluralisme linguistique. Car mal nommer les choses, c'est ajouter encore du désordre au monde. La Francophonie doit être le fer de lance de cette lutte, notamment dans les organisations internationales. Si nous demandons que le français soit parlé, ce n'est pas pour simplement défendre un privilège mais parce qu'en parlant français dans les organisations internationales, nous permettons qu'il y ait là le pluralisme, la multiplicité et même la défense de toutes les langues, parce que nous, nous défendons toutes les langues, les langues nationales, les langues locales, à travers le français.

Le français n'est pas en bataille contre d'autres langues. Le français n'a peur d'aucune langue, peut-être par prétention, peut-être parce que nous savons que notre langue quand elle est parlée, ce n'est pas par commodité, par facilité, mais par adhésion.

Nous avons aussi la volonté de défendre le français pour favoriser les échanges. Et c'est pourquoi notre Francophonie doit accueillir plus d'étudiants, permettre plus de circulation, plus de mobilité pour les jeunes, pour les entrepreneurs, pour les chercheurs. La France doit d'abord montrer l'exemple et c'est ce qu'elle a commencé de faire à travers la délivrance des visas de circulation et l'accueil de nombreux étudiants étrangers.

Défendre le français, c'est également faire le choix de l'avenir. Il y aura en 2050, c'est ce que les démographes nous annoncent, 750 millions de locuteurs en français. La jeunesse du monde sera pour une grande partie francophone ; elle sera africaine, cette jeunesse. À nous, à nous tous ici rassemblés de permettre à ces jeunes, non pas simplement de parler français mais d'être éduqués en français, d'être accompagnés et d'être formés en français ; de pouvoir trouver des emplois pour pouvoir accéder aux technologies, pour pouvoir bénéficier de la meilleure capacité à réussir leur vie.

Défendre le français, c'est aussi affirmer des valeurs. Et la première d'entre elles, c'est la démocratie. Certains pays, au sein même de notre organisation, ont traversé des crises politiques graves et ce fut l'honneur du secrétaire général et de l'ensemble des membres de notre organisation de réussir à surmonter ces crises grâce à des médiations. Et aujourd'hui, je suis particulièrement heureux que le président de Madagascar soit parmi nous, parce que Madagascar a été longtemps écarté, justement parce que les conditions de la démocratie et du pluralisme n'étaient pas réunies.

La Francophonie, elle est soucieuse des règles de la démocratie, de la liberté du vote, du respect des ordres constitutionnels et de l'aspiration des peuples, de tous les peuples, à des élections libres. C'est ce qui vient de s'accomplir en Tunisie. C'est une belle illustration que ce soit dans un pays francophone qu'il y ait eu la réussite d'un printemps arabe.

Cet accomplissement, cette transition doivent également servir de leçon. Là où les règles constitutionnelles sont malmenées, là où la liberté est bafouée, là où l'alternance est empêchée, j'affirme ici que les citoyens de ces pays sauront toujours trouver dans l'espace francophone le soutien nécessaire pour faire prévaloir la justice, le droit et la démocratie.

Il y a quelques semaines, le peuple burkinabé a fait une belle démonstration. À lui aussi de maîtriser ce processus, de faire en sorte que les règles puissent être posées et, encore une fois, respectées, que la réconciliation vienne et que l'on évite tout règlement de compte inutile.

Mais aussi ce qu'a fait le peuple burkinabé doit faire réfléchir ceux qui voudraient se maintenir à la tête de leur pays en violant l'ordre constitutionnel. Parce que ce sont les peuples qui décident. Ce sont les élections qui permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas.

Notre solidarité dans l'espace francophone doit, hélas, également se situer sur le terrain sécuritaire. Nous devons nous unir, nous l'avons fait d'ailleurs, contre la barbarie, contre les risques présentés par le fondamentalisme et notamment au Sahel et au-delà de nous, en Afrique et pas seulement en Afrique, quand nous regardons la situation au Moyen-Orient. Au Mali, le Président Keïta l'a rappelé. Nous avons montré que nous pouvions vaincre, vaincre le terrorisme, vaincre le fondamentalisme, vaincre la barbarie qui s'en prend d'abord toujours aux femmes, puis ensuite fait régner son ordre qui est en fait le plus grand des désordres.

Nous avons montré que nous pouvions lutter pour que la réconciliation vienne après la guerre. Nous avons aussi montré que la France pouvait être au service de la sécurité de l'Afrique. La France et ses soldats, ont pris leur part dans la libération du Nord du Mali. Des sacrifices ont été consentis. Dix militaires sont morts et je veux saluer leur mémoire. Des militaires tchadiens aussi sont morts, des militaires maliens, bref, il y a eu de lourds sacrifices. Mais comme je l'avais dit à Bamako, la France a aussi, en intervenant au Mali avec les Africains, payé sa dette, la dette que nous avons contractée à l'égard des tirailleurs sénégalais qui étaient venus lors de la Première guerre puis, dans d'autres conditions, lors de la Seconde guerre mondiale, pour libérer la France.

Nous n'avons pas fini avec le terrorisme. Au Nigeria, un attentat a fait plus de 120 morts à la sortie d'une mosquée, je dis bien, à la sortie d'une mosquée. Voilà ce qu'est capable de faire une secte comme Boko Haram. Voilà pourquoi nous devons encore, ensemble lutter, lutter toujours contre le terrorisme. Secte qui avait enlevé des jeunes filles qui n'ont pas été, malgré tous les efforts de médiation, retrouvées.

La Francophonie c'est un espace de solidarité, nous l'avons montré aussi en Centrafrique, quand il y avait des risques d'affrontement entre des catégories religieuses, entre des communautés. Là encore, l'Afrique a pris le relais et maintenant c'est l'ONU. C'est une grande satisfaction de voir que nous pouvons réussir aussi en Centrafrique et ailleurs. À permettre à l'ONU, à l'UA, de jouer tout leur rôle.

La solidarité, c'est également celle que nous devons montrer face à des fléaux sanitaires. Je reviens de Guinée, où je m'étais rendu à l'invitation du Président Alpha Condé. Je voulais venir dans ce pays, ce pays frappé, avec la Sierra Leone, avec le Libéria. Je voulais venir pour dire aux Guinéens : nous sommes là, nous n'avons pas peur d'être là. Nous sommes à vos côtés et nous venons apporter avec l'ensemble des francophones le soutien indispensable. Nous avons créé des centres de traitement. À Conakry, la maladie commence seulement à être vaincue. Nous allons créer d'autres centres de traitement en Guinée forestière. Je veux saluer les soignants, les soignants africains, les soignants européens, les soignants qui viennent du monde entier, les soignants français qui prennent des risques. Et c'est pourquoi, nous allons créer un centre dédié aux soignants pour qu'ils puissent être traités sur place lorsqu'ils sont contaminés.

Je veux aussi confirmer que nous allons former les soignants pour qu'ils puissent être les plus utiles possible, informer la population pour qu'elle puisse prendre les mesures de précaution indispensables. Et ce qu'a dit le Président du Mali est très important, la vigilance. La vigilance oui, mais pas l'enfermement, pas la discrimination. Les pays touchés par Ebola doivent vivre, doivent commercer, doivent pouvoir assurer l'accueil des investisseurs et permettre le développement.

J'ai rencontré hier une jeune femme, à Conakry, qui venait d'être guérie d'Ebola, car on guérit d'Ebola. Elle avait un message simple et je veux être son porte-parole. La vie est plus forte, la vie peut gagner contre l'épidémie. Elle-même voulait être aux côtés des malades aujourd'hui, alors qu'elle est sortie d'Ebola, pour leur dire : Ayez espoir. Eh bien oui, ayons espoir, faisons en sorte que l'espoir soit possible. Son courage, c'est un exemple pour nous tous. Parce qu'il y a une vie aussi après Ebola et qu'il conviendra de mettre en place toutes les structures sanitaires, toutes les vigilances indispensables, tous les vaccins pour qu'il n'y ait plus d'Ebola en Afrique, pour qu'il n'y ait plus d'Ebola nulle part au monde. Et c'est là que nous devons aussi réfléchir aux liens entre les maladies et les changements climatiques.

C'est aussi à cause de la déforestation que la maladie a pu trouver les capacités pour se développer. Lutter contre le changement climatique, j'y reviendrai, c'est parfois lutter aussi contre les maladies.

La Francophonie, c'est un programme, ce n'est pas simplement une organisation. Ce programme doit être celui de l'éducation, de la formation des jeunes et notamment des jeunes filles puisque c'est aujourd'hui la priorité que se donne notre organisation.

Les femmes sont les leviers du développement, elles doivent donc pleinement accéder au processus productif, à l'emploi. Les femmes, elles ne doivent plus être soumises à des pratiques qui sont contraires à leur dignité et j'allais dire aussi, à la nôtre. Les mariages forcés, les retraits de l'école, les mutilations sexuelles. Tout cela n'a pas sa place dans l'espace francophone, ni nulle part ailleurs dans le monde.

L'Afrique, c'est un continent d'avenir, chacun en convient. Mais elle n'attend pas uniquement de l'aide. L'Afrique, elle attend des investissements, elle attend des entrepreneurs, elle attend aussi de la technologie. L'Afrique, elle a plein de talents en son sein, elle a plein de jeunes qui ne demandent qu'à participer à la mondialisation. L'Afrique, c'est le grand enjeu de la croissance, non pas simplement pour le continent lui-même, mais pour le monde entier.

Tous les francophones, ici, doivent être pleinement engagés dans la mutation de ce continent, c'est une chance pour nous tous. La France y prend encore sa part. Mais la France ne demande aucun privilège en Afrique. Elle ne demande qu'à être mise en concurrence chaque fois qu'il est possible, lorsque ses entreprises sont disponibles pour accéder à un certain nombre de marchés.

Et je dis aux entreprises françaises : venez en Afrique, vous y êtes, mais soyez les meilleures pour servir les intérêts de l'Afrique et les intérêts de ceux qui travaillent pour l'Afrique. La France considère que la Francophonie peut avoir une « nouvelle frontière », la frontière économique. Que nous pouvons ensemble partager la culture, faire venir davantage de créateurs partout dans l'espace francophone, qu'il s'agisse de cinéma, de théâtre, de tous les arts, de toute la création, partout dans l'espace francophone. Nouvelles frontières aussi pour le tourisme, pour le numérique, pour la santé, pour la recherche et même pour la finance. Il n'y a aucune raison que nous ne soyons pas aussi dans l'espace francophone, capables de développer de nouveaux instruments financiers au service du développement.

Le développement, j'y reviens. Le développement, pour les francophones doit être un développement durable qui préserve la planète.

En décembre 2015, Paris va accueillir la Conférence sur le climat. Le monde a rendez-vous avec lui-même. Et ce n'est pas toujours un rendez-vous facile à honorer. Parce qu'il met en cause la responsabilité de notre génération. Nous devons trouver à Paris, l'année prochaine, un accord global pour lutter contre le réchauffement climatique et pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Cet accord global doit être contraignant, pays par pays, en tenant compte des niveaux de développement.

Pour permettre à des pays fragiles, à des pays émergents de pouvoir eux-mêmes assurer la transition énergétique, il a été décidé, et j'en remercie le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, de créer un fonds, le « Fonds vert pour le climat ». Et moi, je jugerai les États à la mesure de la contribution qu'ils feront à ce Fonds vert. J'ai commencé par prendre la décision que la France allait attribuer un milliard de dollars au Fonds vert. L'Allemagne en a fait tout autant.

Les États-Unis, la Chine, le Japon, d'autres pays se sont engagés et à l'heure actuelle, le Fonds est doté de 10 milliards de dollars, mais nous devons aller encore plus loin. Je lance un appel, ici, à tous les chefs de gouvernement, à tous les chefs d'État et notamment aux plus riches d'entre eux. Au titre de leur pays, je veux qu'ils puissent eux aussi contribuer au développement de ce Fonds vert.

L'aventure humaine nous a été rappelée, elle a commencé ici en Afrique, il y a plus de sept millions d'années.

Avec Toumaï, qui est un symbole, c'est « l'espoir de vie » en langue gorane, a commencé à briller une lumière, celle de l'humanité. Et puis il y a eu ce long développement, cette longue marche, ce long chemin que l'humanité a emprunté jusqu'à aujourd'hui.

Nous n'avons pas le droit, par indifférence, par aveuglement, par égoïsme, de laisser s'éteindre cette lumière. Les francophones, toujours eux, ont une responsabilité. Pourquoi nous ? Parce que nous sommes dépositaires d'une langue qui nous a appris tout le sens d'un mot, un beau mot de la langue française, du dictionnaire, qui s'appelle « transmission ». Parce que nous sommes des héritiers, des héritiers d'une tradition qui est celle de la culture et de l'humanisme. Parce que nous avons une conscience, nous qui portons une langue qui est celle des droits, des droits de l'être humain et donc de l'humanité.

Nous sommes plus conscients que d'autres de la fragilité de la planète et des risques pour l'unité du monde que serait le réchauffement climatique en termes de catastrophes, de crises et de guerres. Parce que nous avons choisi la jeunesse comme première priorité et c'est notre devoir de faire en sorte que les générations suivantes puissent vivre mieux que nous dans un espace que nous aurons pu protéger.

La Francophonie doit ouvrir, écrire même une plateforme pour la lutte contre le réchauffement climatique. Ici à Dakar, nous, rassemblés, chefs d'État, chefs de gouvernement, ministres de la Francophonie, nous devons commencer la mobilisation vers la Conférence de Paris. Nous avons un an pour convaincre le monde entier, un an pour vaincre le scepticisme, le fatalisme, la résignation.

La Francophonie doit toujours être en avance sur le reste du monde. D'abord parce que nous l'avons en héritage de ce monde, parce que nous avons l'ambition, nous les francophones, plus que d'autres, nous avons l'ambition de changer le monde en français. Changeons le monde ensemble.

Merci.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta Président de la République du Mali à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Excellence, Monsieur le Président de la République du Sénégal
Excellence, Mesdames et messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,
Mesdames, messieurs les Ministres,
Honorables invités,
Mesdames, messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de fouler le sol de cette terre d'hospitalité du Sénégal, pays frère et voisin du Mali, pays de la *Téranga*, dont la riche tradition d'humanisme, de tolérance et de solidarité constitue une source d'inspiration.

En cette heureuse occasion, permettez-moi tout d'abord d'exprimer, au nom de ma délégation et en mon propre, ma profonde gratitude au peuple frère du Sénégal, à son gouvernement et à Son Excellence Monsieur Macky Sall, président de la République du Sénégal, pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée.

Monsieur le Président,

Votre brillante élection à la présidence de notre Conférence m'offre l'opportunité de vous adresser mes très vives félicitations, tout en vous assurant de notre soutien total dans l'accomplissement et la réussite de la haute mission qui vous a été confiée.

Je voudrais aussi profiter de cette tribune, pour rendre un hommage appuyé à Son Excellence Monsieur le Président Abdou Diouf, Secrétaire général sortant de la Francophonie, pour son « leadership », son dévouement et son engagement indéfectible au service de nos idéaux communs et des valeurs universelles que nous partageons. Durant son mandat à la tête de notre Organisation, il n'a ménagé ni son temps ni son énergie pour promouvoir la paix, les droits de l'Homme, la démocratie et le développement dans l'espace francophone. Qu'il reçoive ici l'expression de notre sincère reconnaissance et de notre déférente considération.

Monsieur le Président,

L'événement qui nous rassemble aujourd'hui constitue un moment historique de rencontre, de dialogue constructif et d'échanges féconds sur les problèmes brûlants qui assaillent le monde et notamment l'espace francophone.

Faire de la Francophonie un véritable instrument au service de la promotion de la paix et de la stabilité, une voix respectée et écoutée, et un acteur incontournable dans la gestion des affaires d'un monde en pleine mutation.

Le Sommet de Dakar se tient dans un contexte particulier, marqué par la recrudescence des foyers de tension et des menaces terroristes en Afrique et à travers le monde.

Le thème principal de notre Conférence, à savoir, *Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement*, revêt une importance toute particulière pour le Mali car il s'inscrit, à tous égards, dans les actions entreprises par mon gouvernement. Au Mali, plusieurs initiatives ont été prises afin de redonner un nouveau souffle aux couches majoritaires que sont la jeunesse et les femmes, malgré la situation de crise que traverse le pays.

Au niveau de la jeunesse, tout en accompagnant les organisations de jeunesse dans la réalisation de plusieurs de leurs activités rentrant dans le cadre de la recherche et de la consolidation de la paix, le gouvernement a initié, entre autres, le programme *Jeunesse et résilience* et le programme d'urgence dans les régions du Nord. Les jeunes représentent généralement la majorité des acteurs dans les conflits, donc on doit leur inculquer les idées de paix et d'entente dès leur tendre âge.

La dynamisation du rôle des jeunes pour le développement global et durable et le renforcement des fondements du « vivre ensemble » entre toutes les composantes de la société exigent la mise en place de politiques adéquates.

La dédicace d'un ministère à la jeunesse et à la construction citoyenne participe de notre engagement à mettre en œuvre les orientations de la *Déclaration du Millénaire* des Nations unies demandant d'ancrer les valeurs de paix, de respect mutuel et d'entente entre les peuples dans l'esprit et le comportement des jeunes.

Les jeunes « leaders » démontrent, par leurs différentes initiatives, le rôle prépondérant de la jeunesse dans l'avènement de la culture de la paix et nous travaillons à mettre à leur disposition des mécanismes et des mesures susceptibles de consolider cet engagement, d'assurer son suivi et son évaluation, de manière à garantir et à pérenniser la large participation des jeunes dans la vie de la cité.

Monsieur le Président,

La gestion des conflits ne peut réussir aujourd'hui sans l'implication des jeunes, qui sont toujours en première ligne dans les oppositions conflictuelles. Leurs initiatives de paix et leur nombre les placent au centre de toutes les stratégies de sortie de crise et de la stabilité à long terme dans mon pays. Ils sont membres de la Commission *Vérité, justice et réconciliation* (CVJR) et participent, à l'instar de toutes les composantes de la société civile, aux pourparlers de paix inclusifs inter-maliens en cours à Alger.

En ce qui concerne la femme, la protection de la femme malienne bénéficie d'une attention particulière de notre part à travers une politique volontariste d'accroissement de sa représentativité dans les postes électifs et nominatifs, aux niveaux local et national.

Dans le cadre de la résolution de la crise qui secoue notre pays, le gouvernement du Mali a œuvré au renforcement de la capacité des femmes par leur participation aux processus de résolution des conflits, de médiation et de consolidation de la paix. À cet égard, des séminaires de sensibilisation ont été organisés à l'attention de 300 femmes et les représentantes des associations et organisations féminines ont valablement participé au processus d'Alger.

Un soutien durable à l'entrepreneuriat des femmes dans les zones rurales et urbaines a été apporté : 58 groupements de femmes de Douentza, de Tombouctou, de Gao et de Kidal ont reçu des équipements dans le domaine du maraîchage, de l'agriculture et de la transformation des produits.

Monsieur le Président,

L'occasion est bonne pour remercier la communauté internationale pour son appréhension de la complexité de la crise malienne et son engagement sans faille dans le processus de règlement en cours pour une paix durable et définitive.

La crise politico-institutionnelle que nous traversons a éprouvé le fondement même de la société malienne et mis à mal le « vivre ensemble » séculaire des communautés nationales. Au défi de trouver des remèdes aux effets de la faillite de l'État, née d'une mal gouvernance avérée, il nous faut réconcilier les citoyens et l'État, réconcilier au sein des communautés et entre elles, bref, réconcilier la nation malienne avec elle-même.

Le dialogue inclusif inter-malien en cours à Alger est le socle de notre engagement à gérer et réussir le processus de paix et de réconciliation au Mali. Il est l'expression de la volonté de toutes les communautés nationales exprimée à travers les Assises nationales sur le Nord, les États généraux de la décentralisation et le Symposium sur les leçons apprises des accords précédents organisés par le gouvernement.

L'ensemble des composantes de la société civile malienne et les représentants de toutes les communautés nationales ont appelé le gouvernement, à l'issue de ces différentes consultations, à privilégier la voie du dialogue et de la réconciliation nationale avec les mouvements armés dans la résolution de la crise, dans le strict respect de la souveraineté du pays, de son unité, de son intégrité territoriale et de la forme laïque et républicaine de l'État du Mali.

Monsieur le Président,

Dans le sillon de l'Accord préliminaire de Ouagadougou de juin 2013, des résolutions pertinentes des Nations unies et de la Feuille de route, les consultations d'Alger ont abouti à la proposition aux parties, par l'équipe de médiation, d'un document de synthèse qui dégage les contours d'un accord de paix global et définitif.

Ce document, qui n'est ni un pré-accord ni un accord, porte, essentiellement, sur les engagements des parties dans les différents domaines de négociation (défense et sécurité, développement des régions du Nord, décentralisation, etc.) et la mise en place d'un comité de suivi, d'évaluation et de contrôle des engagements des parties.

Mon gouvernement accueille favorablement ce document de synthèse, qui constitue une base solide pour un futur accord de paix global et définitif.

Nous déplorons et condamnons fermement la recrudescence des attaques terroristes au nord du Mali contre les forces internationales et les civils innocents, dont la concomitance avec la tenue des pourparlers à Alger n'a échappé à personne. Nous attirons donc l'attention de la communauté internationale sur ces tentatives de sabotage du processus de paix et la menace qu'elles font peser sur la paix au Mali et dans la sous-région, et appelons, par conséquent, à adapter le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilité au Mali (Minusma) aux réalités du terrain.

Monsieur le Président,
Distingués délégués,

Vous me permettrez de saisir l'opportunité que m'offre cette tribune pour exprimer ma profonde gratitude à l'OIF et à l'ensemble de la communauté internationale, aux pays frères et amis de par le monde pour leur soutien, leur solidarité et leur accompagnement, qui ont été déterminants pour le recouvrement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Mali, ainsi que pour les progrès réalisés dans son processus de stabilisation et de paix en cours.

Aussi, voudrais-je réitérer ici mon engagement et celui de l'ensemble du peuple malien à privilégier le dialogue inter-malien pour une solution politique définitive et durable à la crise qui a secoué les fondements mêmes de mon pays, dans le strict respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. C'est le lieu, également, de saluer les efforts déployés par les Nations unies, l'Union africaine, la Cédéao, l'OCl, les médiateurs, avec à leur tête l'Algérie, et tous les pays frères et amis engagés à nos côtés dans la recherche d'une solution pacifique et durable, et en faveur de la réconciliation nationale.

Qu'il me soit permis de croire qu'à l'issue de la présente rencontre, un consensus sera dégagé autour des différentes questions et que les décisions prises serviront la cause de la grande famille de la Francophonie.

Je vous remercie de votre aimable attention.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Madame Nguyen Thi Doan Vice-présidente de la République socialiste du Vietnam à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Mesdames et messieurs les Chefs d'État, de gouvernement et de délégation,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et messieurs,

Je suis très heureuse d'être parmi vous au Sénégal, un pays connu pour sa beauté. Au nom de la délégation du Vietnam, je voudrais remercier le gouvernement et le peuple sénégalais pour leur hospitalité et l'accueil chaleureux qu'ils ont réservés à la délégation du Vietnam.

Je me réjouis du retour du Mali, de Madagascar et de la Guinée-Bissau dans la famille francophone. Les efforts consentis par les gouvernements et les peuples maliens, malgaches et bissau-guinéens ainsi que le soutien apporté par la communauté internationale pour un retour à la vie politique et sécuritaire normale ont démontré que les crises et conflits doivent être résolus par les mesures pacifiques, dans l'esprit du dialogue et de la coopération entre les parties concernées.

Cependant, nous sommes vivement préoccupés par les évolutions complexes et imprévisibles de la situation politique et sécuritaire dans le monde, dans un contexte de crises et de conflits croissants, notamment au Moyen-Orient, en Ukraine et en Afrique. À cela s'ajoutent les défis mondiaux comme le terrorisme international, le changement climatique, la pauvreté et les pandémies.

Les différends territoriaux en Asie orientale comportent de hauts risques de conflits. C'est une menace pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement de la région. Devant cette situation, le Vietnam considère que, plus que jamais, la communauté internationale et la Francophonie doivent renforcer la solidarité et promouvoir les efforts communs pour relever ces défis mondiaux.

Nous apprécions les efforts consentis par la Francophonie pour aider ses pays membres dans la prévention et la résolution des crises et conflits ainsi que dans l'édification de l'État de droit. Le Vietnam considère aussi que l'affectation prioritaire des ressources et le renforcement de la coopération pour la lutte contre la pauvreté, le sous-développement, les pandémies, qui sont des causes profondes des crises et conflits, seront les démarches pertinentes de la Francophonie.

Nous avons assisté à une reprise de l'économie mondiale. Pourtant, cette reprise n'est pas encore homogène ni durable et comporte des risques dans la plupart des pays, notamment dans les pays de la Francophonie. Ainsi, le Vietnam appelle l'OIF à renforcer son aide en faveur de ses membres pour les aider à réformer leurs économies, faciliter la création d'emploi et le développement durable, promouvoir les différentes modalités de coopération et de partenariat économique dans l'espace francophone, notamment la coopération Sud-Sud et tripartite, ce pour une Francophonie pacifique, prospère et humaniste.

Mesdames et messieurs,

Je salue vivement le thème du Sommet de cette année : *Femmes et jeunes en Francophonie, vecteurs de paix et acteurs de développement*.

La réalité a bien démontré que les femmes et les jeunes sont à la fois un moteur et des acteurs qui jouent un rôle de plus en plus important dans les efforts de prévention et de résolution pacifique de crises et de conflits, dans la définition et la réalisation des politiques de concorde et de réconciliation nationales ainsi que dans la reconstruction post-conflit.

Ils participent aussi activement dans l'édification de l'État de droit, la définition et la réalisation des stratégies et politiques nationales de lutte contre la pauvreté, de création d'emploi, de développement socio-économique, d'économie verte et de changement de modèle de croissance afin de créer une base solide et durable de la paix, de la sécurité et du développement.

Les femmes sont en effet de plus en plus actives dans la vie politique et leur influence est de plus en plus importante.

L'histoire du Vietnam a bien démontré le rôle et les contributions importantes des femmes et des jeunes dans la lutte pour l'indépendance nationale et dans la reconstruction du pays. Ils ont contribué de manière importante aux succès du pays durant les différentes étapes. En effet, le Vietnam a réussi à maintenir son environnement de paix et de stabilité, à avoir un taux de croissance assez élevé et à rejoindre le groupe des pays à revenus intermédiaires. Le pays a obtenu six sur huit objectifs de développement du Millénaire, parmi lesquels il y a l'égalité hommes-femmes, ce qui lui vaut l'appréciation des Nations unies.

Dans tous nos succès, les femmes et les jeunes ont une grande contribution. Pourtant, nous avons beaucoup de défis à relever. Je pense à la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles. Je pense aux difficultés des femmes dans l'accès au crédit. Je pense aussi au chômage massif de nos jeunes dans beaucoup de pays

Dans ce sens, le Vietnam propose à la Francophonie d'accorder une plus grande attention aux programmes et projets portant sur la protection des droits des femmes et des jeunes ainsi que sur le renforcement de leur participation dans la vie politique, économique et sociale, notamment en ce qui concerne les femmes d'affaires et les jeunes entrepreneurs.

Le Vietnam apprécie le fait que la Francophonie renforce sa présence en Asie-Pacifique et la coopération avec ses pays membres de la région. Je voudrais affirmer que le Vietnam soutient instamment les initiatives pour renforcer la coopération et la connectivité entre l'OIF et l'Asean ainsi qu'entre l'OIF et l'Asie-Pacifique. Le Vietnam fera de son mieux pour promouvoir ce processus.

Mesdames et messieurs,

Nous remercions la Francophonie pour avoir soutenu la position des pays de l'Asean, dont le Vietnam, qui consiste à résoudre les différends, y compris en Mer orientale, par des mesures pacifiques, dans le respect du droit international et de la Charte des Nations unies. Nous espérons continuer à bénéficier du soutien de la Francophonie en la matière.

Mesdames et messieurs,

Nous sommes fiers de constater de nouvelles phases de développement de la Francophonie ces dernières années. En effet, son rôle et sa position ne cessent de se renforcer.

La Francophonie est devenue un partenaire indispensable de la communauté internationale dans les questions liées à la paix, à la sécurité et au développement. Ces succès ont été possibles en partie grâce aux contributions importantes d'un fils du Sénégal, son Excellence Monsieur Abdou Diouf, héritier éminent de Léopold Sédar Senghor, l'un des fondateurs de la Francophonie.

Durant ces années passées, notamment pendant douze ans en tant que Secrétaire général de la Francophonie, Son Excellence Monsieur Abdou Diouf a consenti des efforts sans cesse pour les valeurs de la Francophonie, sa vitalité et sa pérennité. Il est aussi un grand ami du peuple vietnamien. Il a contribué pour une part importante à promouvoir la coopération entre le Vietnam et la Francophonie.

Je voudrais, à cette occasion, l'en remercier vivement.

Je voudrais aussi remercier le Sénégal pour sa contribution à la réussite de ce Sommet.

Je vous remercie de votre attention.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution du Très Honorable Stephen Harper Premier ministre du Canada à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président Sall de la République du Sénégal, une deuxième fois en deux ans, je vous remercie de votre hospitalité.

Monsieur le Secrétaire général Abdou Diouf, mes compatriotes, Monsieur le Premier ministre Couillard du Québec, Monsieur le Premier ministre Gallant du Nouveau-Brunswick, mesdames et messieurs les Chefs d'État et de gouvernement, mesdames et messieurs les délégués, mes premiers mots seront pour remercier le gouvernement du Sénégal et plus particulièrement la ville de Dakar d'accueillir aussi chaleureusement une nouvelle fois la grande famille de la Francophonie.

Il se trouve que c'est le Canada qui a accueilli le Sommet de la Francophonie le plus souvent – à trois reprises. Nous savons donc combien il faut de dévouement, de détermination et d'imagination pour donner vie à une rencontre de cette envergure et de cette importance. Vous l'avez fait de façon magistrale, et nous vous en remercions, « Djere Jeff » mais comme on l'a déjà mentionné, le rôle du Sénégal dans l'histoire de la Francophonie dépasse cependant très largement la seule organisation des deux Sommets de Dakar. Nous nous trouvons en fait aujourd'hui dans la patrie de l'Organisation internationale de la Francophonie.

C'est à partir d'ici que Léopold Sédar Senghor a déployé pendant tant d'années la ferveur et la foi qui devaient finalement donner vie à la Francophonie. Et, à partir de 1963 déjà, on pouvait voir à ses côtés un jeune et brillant collaborateur, Abdou Diouf, qui allait aussi participer de près à la création de l'institution qui nous réunit ici aujourd'hui. Ensemble, ces deux hommes, ces deux grands Sénégalais, ont transformé le rêve de la Francophonie en une organisation multilatérale moderne, crédible et efficace. Premier ministre pendant onze ans et président pendant dix-neuf ans, Abdou Diouf a toujours été d'une fidélité exemplaire à l'idéal de son mentor. Il a guidé la Francophonie, comme un bon père de famille, de la naissance à l'âge de la maturité. Ce qu'il a accompli fait dorénavant partie de l'histoire, comme ce Centre Abdou Diouf.

Mesdames et messieurs, nous aurons, aujourd'hui et demain, l'occasion de solidifier encore les bases de la Francophonie en adoptant la Stratégie économique décidée à Kinshasa, de même que le Cadre stratégique 2015-2022, auxquels le Canada a participé activement.

Nous félicitons le Président Macky Sall de sa décision judicieuse de placer nos assises cette année sous le thème de la jeunesse et des femmes. Cela rejoint admirablement la priorité absolue du Canada en développement international : la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Mesdames et messieurs, chaque année, des centaines de milliers de femmes ne survivent pas à leur grossesse ou à leur accouchement et, en 2013, plus de six millions d'enfants sont morts avant leur cinquième anniversaire de naissance. C'est pourquoi, en 2010, dans le cadre de notre présidence du G8, le Canada a suscité une mobilisation mondiale afin de réduire la mortalité

maternelle et d'améliorer la santé des mères et des enfants dans les pays les plus pauvres du monde. Cette initiative a déjà donné des résultats très encourageants. Entre 2010 et 2013 – trois ans seulement – deux millions de décès ont été prévenus parce que plus d'enfants ont eu accès à de simples vaccins.

Hier, en compagnie du Premier ministre Dionne, j'ai d'ailleurs annoncé une nouvelle contribution majeure de notre pays en faveur de l'immunisation, un des principaux piliers de notre stratégie pour la santé des mères et des enfants. Et demain, les participants à ce Sommet seront appelés à adopter une résolution canadienne sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Les taux de mortalité maternelle sont aussi en baisse. Je crois fermement qu'il est possible de mettre fin aux décès évitables de mères et d'enfants d'ici une génération. La contribution des organisations non gouvernementales demeure critique à cet objectif. Et je félicite les représentants de ces ONG qui sont avec nous aujourd'hui.

Il existe un autre domaine dans lequel nous pouvons et nous devons agir : les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés. De 2004 à 2014, 100 millions de jeunes filles auront été forcées de se marier avant d'avoir atteint l'âge adulte. Lorsque les filles ne peuvent atteindre leur plein potentiel, tous en souffrent : les filles, leurs enfants, leurs collectivités et leurs pays. La famille est la base de toute société. Mais comment pourrions-nous préserver l'unité et l'harmonie de la famille si elle est formée dans la contrainte, dans l'inégalité ?

Des situations imprévues, mesdames et messieurs, peuvent aussi surgir, qui interpellent la solidarité internationale, comme le virus de l'Ebola. Heureusement, grâce à des efforts de prévention remarquables des autorités gouvernementales et du personnel médical, le Sénégal a échappé aux pires effets de ce malheur. Mais la situation demeure préoccupante dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest.

Le Canada a réagi rapidement à cette menace en appuyant les pays touchés et leurs voisins. D'autres mesures viennent d'être annoncées dans le cadre de ce Sommet, dont le déploiement prochain d'équipes médicales et de militaires sur le terrain pour prêter main forte aux populations locales. En plus de fournir des laboratoires mobiles, nous contribuerons aussi des vaccins expérimentaux et une assistance financière à l'Organisation mondiale de la santé et à d'autres partenaires internationaux.

Monsieur le Secrétaire général, en terminant, je veux vous assurer, et par votre personne, toute la Francophonie, que le Canada demeure solidaire de l'œuvre remarquable que vous nous laissez en héritage. Et nous serons toujours aux côtés de nos frères et sœurs internationaux francophones, surtout lorsqu'il est question de développement économique, des droits de la personne et de la démocratie.

Sans doute, le Canada peut sembler bien lointain à plusieurs participants à cette Conférence. Mais, depuis que Samuel de Champlain a fondé notre première capitale nationale, Québec, en 1608, la langue et la culture françaises font partie de l'ADN du Canada. Ils n'étaient qu'une poignée de courageux pionniers pour affronter ce premier hiver sur le continent nord-américain. Aujourd'hui, plus de dix millions de francophones canadiens ont pris leur place au soleil et, grâce à la Francophonie internationale, peuvent exprimer leur fierté et leur espoir dans le monde entier.

Comme dans tous les pays de la Francophonie, il y a plusieurs accents différents chez nous. On peut y parler le français avec l'accent acadien, celui du Saguenay/lac-Saint-Jean, de l'est de Montréal et plusieurs autres. C'est ce que le maire de Québec Régis Labeaume appelle « l'accent d'Amérique ».

Mais, avec la même voix, nous disons aujourd'hui : vive la Francophonie !
Merci beaucoup.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Alpha Condé Président de la République de Guinée à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président,
Mesdames, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant ce XV^e Sommet de notre Organisation. Je voudrais à cet égard exprimer au peuple sénégalais ma haute appréciation de l'accueil qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans ce beau pays qui a tout en partage avec la Guinée et dont l'apport prépondérant à la création et au rayonnement de la Francophonie est ancré dans la mémoire collective de nos nations.

Monsieur le Président,

La présente rencontre est d'autant plus importante qu'elle se situe à la veille de l'échéance des objectifs fixés par le Sommet du Millénaire pour le développement. Dans quelques mois, nous serons appelés à faire le bilan des engagements que nous avons pris pour assurer à tous les peuples du monde la vie décente qu'ils méritent.

Je demeure convaincu que la Francophonie, qui s'est inscrite dans la perspective du développement durable et inclusif en apportant une contribution de qualité à la définition du nouveau partenariat mondial, saura relever ce défi, au moment où notre espace est encore confronté à des crises, en puisant dans ses valeurs de solidarité et d'unité dans la diversité.

C'est pourquoi il n'est point étonnant que l'OIF ait choisi pour ce Sommet de mettre en exergue l'importance et le rôle de son capital le plus précieux dans la transformation de la société. Il s'agit des jeunes, force motrice du changement, auxquels nous devons garantir des emplois décents pour leur permettre de façonner un monde meilleur. Il s'agit aussi des femmes, cette frange invisible de la croissance mondiale, marginalisée dans son statut et qui doit, enfin, s'emparer de tous ses pouvoirs en tant que vecteur de progrès dont l'épanouissement constitue un facteur d'équilibre, de stabilité politique, économique et sociale.

Monsieur le Président,

Les efforts louables que déploie l'OIF pour renforcer le climat de paix et de sécurité dans le monde en s'impliquant résolument dans la gestion et la prévention des conflits sont autant d'atouts qui accroissent la crédibilité de notre Organisation, plus que jamais engagée dans la refondation de l'architecture internationale.

La stabilité retrouvée en Guinée et la pacification en cours au Mali frère portent indubitablement l'action solidaire de la Francophonie. Aussi, le retour dans notre famille de la Guinée-Bissau et de Madagascar, nous autorise-t-il à un optimisme fondé quant au règlement durable de la

crise qui secoue la Centrafrique et fragilise la quiétude dans la région des Grands lacs. Dans la même dynamique, la situation au Burkina Faso requiert notre attention pour un retour à l'ordre constitutionnel dans le cadre d'une transition civile.

Ne l'oublions pas, cette solidarité toujours renouvelée et consolidée constitue le gage de notre capacité à braver tous les obstacles qui jonchent l'avenue de nos espérances.

C'est au nom de cette vertu que la famille francophone s'est mobilisée, à travers nombre de ses membres, pour apporter à la Guinée le soutien attendu en vue du renforcement de son système sanitaire, tout en œuvrant contre l'isolement et la stigmatisation qui, comme nous nous le savons, sont plus nocifs que l'épidémie à virus Ebola elle-même.

Je tiens particulièrement à rendre hommage à la France pour son soutien précieux face à cette épreuve. La visite effectuée hier en Guinée par le Président François Hollande constitue la preuve de cette sollicitude de la France mais aussi et surtout un exemple éloquent que les pays affectés par ce virus sont fréquentables. Merci, cher ami François.

Se fondant sur les valeurs qui sous-tendent la Francophonie, la Guinée en appelle aux autres États membres ayant pris des mesures de restriction contre les ressortissants des pays atteints, nonobstant le règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les recommandations de l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI).

Monsieur le Président,

Il est incontestable que l'Organisation internationale de la Francophonie est devenue aujourd'hui une force incontournable dans la gestion des affaires mondiales. Et il est tout aussi indéniable que l'on ne saurait parler de la Francophonie politique, culturelle, unie et plurielle sans évoquer la contribution inestimable d'un homme dont l'empreinte marquera de façon indélébile la marche inexorable de nos peuples vers le bonheur et la prospérité partagée.

C'est justement à ce grand homme dont le courage, l'humilité, la sagesse, la compétence et la droiture ont su hisser l'OIF au firmament de la défense des causes nobles et justes que je voudrais rendre hommage.

Le Président Abdou Diouf se reconnaîtra dans cette ode que les peuples ont le droit d'entonner à la gloire de ceux qui, comme lui, portent en eux l'amour de la langue française. Cette langue dont les vers riment déjà avec culture démocratique, État de droit et développement pour tous. Il n'est pas exagéré de dire que le Président Diouf a déjà défini les contours de nos futures actions pour que s'affermisse davantage le rôle de l'OIF dans les relations internationales.

Cher grand frère et ami Abdou Diouf,

Tu as toujours été à mes côtés et aux côtés du peuple de Guinée pendant ta présence au sommet de l'État sénégalais. La Guinée, que dis-je, toute la famille francophone, qui ne vous a jamais sevré de son soutien, aura envers vous cette dette de reconnaissance pour l'excellent travail que vous avez accompli pendant plus d'une décennie à la tête de notre Organisation.

Nul doute que votre successeur poursuivra votre œuvre pour le rayonnement constant de la langue française et le développement solidaire de nos États.

Je vous remercie.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Ali Bongo Ondimba Président de la République gabonaise à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président de la République du Sénégal,
Mesdames, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames les Premières dames,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,
Mesdames et messieurs,
Chers amis,

Permettez-moi avant toute chose de remercier le Président de la République du Sénégal, mon ami et frère Macky Sall, son gouvernement et le peuple sénégalais pour l'accueil chaleureux et les conditions excellentes réunies pour la tenue de ce Sommet, témoignage renouvelé d'une hospitalité légendaire. Je tiens également à vous dire, Monsieur le Président de la République, que le Gabon est honoré de prendre la parole à l'ouverture de ce XV^e Sommet de la Francophonie, ici au Sénégal, un pays que nous, Gabonais, considérons comme l'un des piliers africains de la Francophonie institutionnelle.

C'est donc tout à la fois le lieu et l'occasion propices de rendre un vibrant hommage à l'un des architectes de cette Francophonie institutionnelle, à savoir le Président Abdou Diouf. Je voudrais dire au Président Abdou Diouf, au moment où il s'apprête à prendre congé de nous en la forme actuelle de sa contribution à notre marche commune, que les Gabonais garderont dans la région la plus précieuse de leur mémoire collective bien des souvenirs de son action au service de la Francophonie.

Je pense à sa présence lors de la célébration à Libreville, de la 33^e Journée internationale de la Francophonie et aux États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone. Une décennie après cet événement inaugural de son action à la tête de la Francophonie, la question de l'avenir du français reste un sujet majeur de nos préoccupations. En effet, œuvrer à l'enseignement du français, en valoriser l'usage et promouvoir son statut de langue internationale nous commandent aujourd'hui de prendre en compte le fait que l'environnement local, où que l'on soit dans le monde, est de plus en plus confronté à la réalité du multilinguisme. Se pose alors la question fondamentale : Que faire ?

Monsieur le Président de la République,
Mesdames, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,

Pour répondre à cette question, nous travaillons au Gabon à la mise en œuvre de l'hypothèse selon laquelle le multilinguisme est un facteur d'immortalité de la langue française et marquons dorénavant un intérêt particulier à la valeur économique de cette langue. Notre conviction profonde, en tant que francophones assumés et fiers d'appartenir à notre espace linguistique commun, qui s'étend sur tous les continents, est que l'avenir de notre langue, qui compte parmi ses locuteurs six Africains sur dix, est dans un multilinguisme tout aussi assumé.

Pour nous, Africains, la Francophonie doit être un espace culturel dynamique. Mais elle doit également être un espace porteur de croissance économique et de développement durable.

Nous voulons, en effet, que la Francophonie soit un espace qui apporte des réponses concrètes à la jeunesse africaine, qui veut trouver, sur le continent, des offres de formation, d'emplois et des opportunités d'affaires. L'espace francophone a, de ce fait, le devoir de répondre aux exigences d'une jeunesse qui ne veut plus se perdre dans les sables du Sahara, égarée sur les chemins improbables des illusions d'un prétendu mieux-être en Europe.

Il y a quelques jours de cela, le Pape François, s'adressant au Parlement européen, a déclaré que la Méditerranée ne doit plus être le cimetière des migrants. Au-delà des dirigeants européens à qui le Pape s'adressait dans l'immédiat, c'est en réalité à nous, dirigeants africains, qu'est destiné ce message.

Ce bel espace linguistique et culturel que nous avons en partage doit offrir aux jeunes et aux femmes d'Afrique des raisons d'espérer. Et cet espoir ne peut devenir grand et prendre forme que si la langue française devient véritablement une langue du commerce et des échanges internationaux. En un mot, une langue des affaires.

Nous voulons, en effet, commercer, négocier et signer des contrats en français. Nous voulons emmener ceux qui, originaires des autres espaces linguistiques, veulent travailler chez nous, à s'exprimer par réflexe en français.

C'est pourquoi du haut de cette tribune et, habité par la force et l'âme des pères fondateurs de cette belle aventure qu'est la Francophonie, je lance un appel pour la prise en compte impérieuse de la dimension économique.

J'appelle, par conséquent, à la transformation de l'espace francophone, en une zone de libre échange culturel, scientifique et économique. C'est la condition indispensable pour garantir le dynamisme de nos pays, pour que notre jeunesse, les opérateurs culturels et économiques soient à même de tirer le meilleur avantage de l'ouverture des sociétés africaines aux flux du monde.

J'y vois, enfin, l'une des conditions essentielles pour que la Francophonie reste fidèle à sa vocation première, celle d'être un espace singulier de coopération et de solidarité dynamiques, recevant des autres aires linguistiques, culturelles et économiques autant qu'elle est capable d'offrir.

C'est le sens profond que le Gabon donne à la nécessité de la Stratégie économique et de la Stratégie jeunesse que nous allons adopter au cours de ces assises.

Je vous remercie.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Ibrahim Mahlab Premier ministre de la République arabe d'Égypte à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président de la République du Sénégal Macky Sall,
Mesdames, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,
Mesdames, messieurs les Ministres et Chefs de délégation,
Chers amis de la Francophonie,

Mes premiers mots seront pour vous remercier, Monsieur le Président, de nous recevoir dans votre magnifique pays. En accueillant au Sénégal pour la deuxième fois le Sommet de la Francophonie, vous confirmez, Monsieur le Président, la mission qu'exerce le Sénégal au sein de la communauté francophone.

C'est un grand honneur pour moi d'être présent parmi vous aujourd'hui dans la République du Sénégal, pays frère et grand ami de l'Égypte. Je me réjouis de prendre part pour la première fois à cet événement important, confiant que nos discussions seront l'occasion de baliser davantage la voie d'une Francophonie des peuples qui partagent une vision commune pour un monde de paix, de liberté et de développement.

À cette occasion, je suis honoré de vous transmettre les vives salutations de Son Excellence Monsieur Abdel Fattah Al Sisi, président de la République arabe d'Égypte, et ses vœux de pleine réussite aux riches débats qui auront lieu durant ce Sommet.

L'Égypte, berceau des civilisations et terre des connaissances anciennes a su préserver pendant sa longue histoire des valeurs essentielles, notamment l'esprit d'ouverture et de tolérance, l'importance du dialogue et la solidarité entre les peuples. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers notre éminent francophone, Docteur Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations unies et premier secrétaire général de la Francophonie, d'avoir institutionnalisé les liens entre l'Égypte et l'OIF.

Nous saluons tout autant les efforts entrepris par le Président Abdou Diouf à la tête de l'Organisation. Sous votre égide, Monsieur le Secrétaire général, la Francophonie est devenue un acteur à part entière au sein de la communauté internationale mais ce rôle ne nous étonne pas tant le rôle moteur du Sénégal et particulièrement celui du président poète Léopold Sédar Senghor furent primordiaux à la naissance de notre Organisation.

Vous avez donné, Monsieur le Secrétaire général, à la Francophonie une voix reconnue dans toutes les instances internationales, notamment dans les efforts œuvrant en faveur de la paix, de la sécurité et du règlement des conflits. Vous avez conduit avec talent et sagesse la destinée de notre Organisation. Vos nombreuses initiatives de médiation et de facilitation dans les pays en période de crise, particulièrement sur le continent africain, ont constitué une diplomatie active dans notre espace francophone, renforçant ainsi la crédibilité et la visibilité de la Francophonie sur la scène internationale.

Dans ce contexte, nous nous félicitons de la nomination de Monsieur Michel Kafando, président par intérim au Burkina Faso, et nous applaudissons les efforts de la mission d'information et de contact dépêchée par le Secrétaire général à Ouagadougou et dirigée par l'ancien président du Cap-Vert, Son Excellence Monsieur Antonio Mascarenhas Monteiro, pour faciliter le dialogue national, ainsi que les efforts des Nations unies, de l'Union africaine et de la Cédéao pour soutenir la stabilité au Burkina Faso.

Monsieur le Secrétaire général,

Les liens entre l'Égypte et l'OIF ont connu sous votre égide un élan nouveau à différentes échelles pendant ces dernières années. Le succès grandissant de l'Université Senghor, que l'Égypte est fière d'abriter à Alexandrie, témoigne en effet de cette étroite collaboration. L'Université Senghor, phare de la Francophonie moderne, tisse des liens étroits entre les jeunes francophones et renforce leur attachement aux valeurs de la Francophonie. À cet effet, je salue le rôle grandissant de l'Université, qui œuvre à la formation des cadres africains dans les différents secteurs du développement et je tiens à réitérer le plein soutien du gouvernement égyptien afin de consolider sa mission et son rayonnement.

Excellences, mesdames et messieurs,

L'Égypte vit actuellement une période charnière de son histoire moderne à la suite des révolutions du 25 janvier 2011 et du 30 juin 2013. Le peuple égyptien s'est soulevé pour revendiquer un État civil, moderne, démocratique, qui respecte les droits et les libertés. Nous sommes fiers du chemin parcouru : le peuple égyptien s'est doté d'une nouvelle constitution en janvier 2014 et a élu son nouveau président en juin dernier. Les procédures sont déjà déclenchées pour la tenue des élections législatives lors du premier trimestre de l'année 2015.

Je voudrais par ailleurs remercier nos amis et partenaires francophones qui ont accompagné l'Égypte pendant cette période délicate de son histoire. L'Égypte compte sur l'appui de tous ceux qui reconnaissent son rôle central dans la stabilité régionale et tend une main d'amitié à tous les peuples qui la soutiennent dans son parcours. Nous sommes conscients des nombreux défis auxquels nous devons faire face durant les mois à venir, notamment sur les plans socio-économique et sécuritaire. Nous sommes déterminés à affronter ces défis. C'est notre devoir. C'est notre responsabilité.

À cet égard, l'Égypte a mis en place une stratégie pour une réforme socioéconomique dont la justice sociale et la création d'emploi sont les éléments fondamentaux. Nous avons lancé un programme ambitieux fondé sur une économie de marché apte à attirer les investissements dans un environnement sûr et stable. Je saisis cette occasion, pour vous inviter à participer à la conférence économique qui se tiendra à Sharm el Cheikh du 13 au 15 mars 2015, en tant que partenaires fidèles de l'Égypte.

L'Égypte nouvelle, l'Égypte des révolutions de janvier et de juin ne peut qu'adhérer aux idées phares de notre Sommet, *Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement*. Les femmes et les jeunes ont joué un rôle dynamique pour le changement qu'a connu l'Égypte ces trois dernières années. L'Égypte s'associe donc ardemment aux États membres de l'OIF sur l'importance et la priorité de ces deux piliers, qui constituent un fondement solide de tout progrès vers un avenir meilleur de nos peuples et de nos États.

Aujourd'hui l'action gouvernementale est orientée vers cette jeunesse qui constitue la majorité de notre population. Le grand projet du « Nouveau Canal de Suez » témoigne de notre détermination et de notre volonté inébranlable de construire une nouvelle Égypte, avec un avenir meilleur pour nos jeunes.

L'Égypte s'est empressée de ratifier les instruments onusiens des droits de la femme et de l'enfant, ses experts indépendants participent activement à la mise en œuvre et au suivi desdits documents. Ces instruments font partie intégrante de notre législation nationale et sont pleinement reconnus par notre nouvelle constitution. L'Égypte ne s'est pas contentée d'avoir une base législative solide concernant les droits de la femme, elle s'est aussi appliquée à avoir une base institutionnelle et opérationnelle adéquate. Le gouvernement s'active à travers ses différents ministères pour encourager toute participation féminine au sein de l'administration et dans les plus hautes sphères de prise de décision. Nous sommes fiers d'avoir des figures éminentes de femmes comme ministres, ambassadeures, juges, rectrices d'université, officiers militaires et commissaires de police.

Excellences, mesdames et messieurs,

L'Afrique joue un rôle grandissant au niveau mondial, nous sommes un nouveau pôle de croissance et grâce au dynamisme de notre jeunesse et à son immense potentiel, nous représentons l'avenir de la Francophonie.

L'Égypte participe aux efforts entrepris par les pays africains frères afin de réaliser un développement économique et social durable. Nous saluons la réalisation de grands projets en Afrique dans les domaines des infrastructures, des technologies de l'information, de la communication et du transport. L'Égypte réaffirme son intention de poursuivre sa contribution dans la mise en œuvre de ces projets.

L'Égypte fait part de sa vive préoccupation vis-à-vis de l'éruption de l'épidémie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest et réaffirme son entière disponibilité à poursuivre son soutien aux pays touchés afin de contribuer aux divers efforts entrepris à cet égard.

Excellences, mesdames et messieurs,

Le terrorisme dans toutes ses formes et ses manifestations constitue un obstacle majeur au développement démocratique, économique et social de nos États et de nos peuples. Le terrorisme est devenu un commerce bien organisé et une industrie bien développée, dont les matières premières sont l'ignorance, la pauvreté et le chômage. Nous reconnaissons que la solution sécuritaire ne peut pas être le seul recours. Nous devons nous atteler à traiter ces causes selon une approche globale axée sur le développement économique et social des jeunes ainsi que sur la culture et l'éducation.

Nous exprimons ainsi notre inquiétude face à la montée d'actes terroristes ignobles dans le monde, notamment dans notre région. Le terrorisme ne connaît pas de frontières et l'Égypte est en première ligne dans cette guerre, non seulement pour sa propre sécurité mais aussi celle de la région, de l'Afrique et du monde. Frappés par ce fléau dont les civils inoffensifs et innocents sont les principales victimes, nous sommes déterminés à l'éliminer et à le déraciner, tout en respectant les normes, les principes et les valeurs des droits de l'Homme.

Nous réitérons l'importance d'une vigilance accrue de notre part face aux graves exactions commises par les groupes extrémistes, dont Daesh, Al-Qaeda, Al-Nosra et Boko Haram, qui a frappé encore une fois hier un pays africain frère et ami, le Nigeria, d'une manière barbare et cruelle. J'exprime ici toute la solidarité du gouvernement et du peuple égyptiens envers le peuple nigérian.

Excellences, mesdames et messieurs,

Nous exprimons également notre vive préoccupation vis-à-vis des retombées négatives du conflit syrien et surtout de l'afflux massif des déplacés syriens. Dans ce contexte, nous appelons la communauté internationale à se mobiliser plus activement au sein des forums appropriés et

sur le plan bilatéral afin de venir en aide aux pays d'accueil, compte tenu de l'énorme fardeau qu'ils assument : l'Égypte, la Jordanie mais surtout le Liban, dont le tiers de sa population est désormais constitué de ressortissants étrangers.

L'Égypte, qui vit dans une région turbulente où les crises et les défis se multiplient, tient à assumer pleinement son rôle de stabilité et de paix tant sur le plan régional, qu'international. L'Égypte s'est toujours engagée à soutenir les efforts déployés par les Nations unies et les organisations régionales pour promouvoir la paix dans les zones de conflit, notamment en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine.

Forte de son engagement à long terme pour la réalisation de la paix et de la sécurité internationales, et de sa contribution substantielle à la cause de la stabilité et de la prospérité régionales en Afrique et au Moyen-Orient, l'Égypte désire poursuivre activement ces objectifs en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2016-2017 et nous sommes confiants de l'appui de la famille francophone à cette candidature.

Monsieur le Président,
Excellences, mesdames et messieurs,

Je ne peux conclure sans remercier le Président Macky Sall et son gouvernement ainsi que le peuple sénégalais pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité conviviale qui nous ont été réservés sur la terre de la *Téranga*, en vous souhaitant, Monsieur le Président, ainsi qu'à votre pays ami et votre peuple frère, plein de progrès et de prospérité.

Je vous remercie.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara Président de la République de Côte d'Ivoire à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président de la République du Sénégal, cher frère,
Mesdames et messieurs les Présidents et Chefs de gouvernement,
Monsieur le Président Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Honorables invités, mesdames et messieurs,

C'est avec beaucoup de plaisir que je me retrouve ici, à Dakar, à l'occasion de la XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie.

Avant tout, je voudrais remercier chaleureusement mon frère, le Président Macky Sall, le gouvernement et le peuple sénégalais pour l'accueil fraternel et l'attention particulière dont ma délégation et moi-même sommes l'objet depuis notre arrivée à Dakar.

Honorables invités,
Mesdames et messieurs,

Je voudrais, à l'occasion de ces assises, rendre un hommage mérité au Président Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, pour son action exceptionnelle à la tête de notre Organisation. Nul besoin de parler de ses grandes qualités et de son humanisme car ils font déjà parties de son legs à l'humanité. Cependant, la vision et les valeurs incarnées par ce grand homme d'État ont profondément transformé la Francophonie et ont consolidé sa place dans le monde. Elles ont également permis, en une décennie, de faire progresser la démocratie et la bonne gouvernance dans l'espace francophone.

Monsieur le Secrétaire général, permettez-moi de vous renouveler la reconnaissance du peuple ivoirien pour le rôle déterminant que vous avez joué pour la préservation de la paix, de la démocratie et des institutions dans mon pays, au lendemain des événements douloureux que nous avons connus.

Sous votre impulsion, l'Organisation internationale de la Francophonie est aujourd'hui plus visible et plus proche des peuples ; elle est aussi définitivement ancrée sur tous les continents, particulièrement en Afrique. Votre action a permis à l'OIF d'avoir une voix qui compte sur toutes les grandes questions qui engagent l'avenir du monde.

Honorables invités,
Mesdames et messieurs,

Notre Organisation est aujourd'hui prête à relever de nouveaux défis et à s'ouvrir à de nouvelles thématiques.

Il nous revient à présent de faire de la Francophonie un espace économique dynamique, structuré autour des facilités qu'offrent la langue française et les valeurs de solidarité que nous avons en partage. J'invite donc nos États à faire de la Francophonie un vaste ensemble de libre circulation des personnes, des biens et des technologies. Pour la pérennisation et l'avenir de la Francophonie, nous devons continuer de porter la noble cause de la diversité culturelle et linguistique et de faire vivre le français et nos valeurs dans les organisations internationales.

La vision de la Francophonie à l'horizon 2022 « est celle d'un monde dans lequel la langue française et les valeurs universelles de paix, de démocratie, des droits de l'Homme, l'égalité entre les femmes et les hommes qu'elle promeut se développent et contribuent à une action multilatérale originale, fondée sur la cohésion et le partage au sein d'une communauté solidaire ».

Je voudrais donc profiter de ce Sommet pour en appeler à la solidarité de la grande famille de la Francophonie dans la lutte contre le virus Ebola, qui sévit actuellement dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Nous devons tous nous mobiliser pour apporter l'appui nécessaire aux pays déjà touchés par ce fléau et à leurs voisins, qui déploient des stratégies pour prévenir toute contagion. Je voudrais, à cet égard, remercier le Président François Hollande pour le geste de solidarité qu'il a eu en se rendant en Guinée.

Honorables invités,
Mesdames et messieurs,

Le Sommet qui nous réunit ici sur le thème *Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement* reflète l'un des axes majeurs pour faire face aux enjeux et aux défis de notre vision commune à l'horizon 2022.

Ce thème interpelle aussi nos gouvernements sur l'efficacité des mesures économiques et sociales adoptées au bénéfice des femmes et des jeunes.

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, le gouvernement a ouvert plusieurs chantiers dans quelques secteurs clés avec, entre autres :

- la création d'un fonds de financement des activités génératrices de revenus pour les femmes ;
- la mise en place d'un compendium des compétences féminines, véritable outil de promotion des compétences des femmes ;
- le lancement, en juillet 2013, d'une campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile en Afrique ;
- l'intégration du genre dans la réforme des secteurs de la sécurité et la justice, plus particulièrement en matière de lutte contre les violences basées sur le genre ;
- l'élaboration d'un plan stratégique de l'éducation de la jeune fille ;
- la révision des manuels scolaires afin d'en retirer les stéréotypes en défaveur des filles ;
- la mise en place d'un projet Emploi jeunes et développement des compétences ;
- la création d'un service civique d'aide à l'emploi et au développement pour la réinsertion socioprofessionnelle des ex-combattants, majoritairement jeunes.

Je voudrais également rappeler que la Côte d'Ivoire a ratifié en mars 2012 le protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits de la femme. Elle a déjà démarré la mise en œuvre de cette convention à travers une série de réformes juridiques et de mesures socioéconomiques telles que :

- la modification de la loi sur le mariage pour instituer l'égalité entre les conjoints ;
- la révision du code de la famille et des personnes ;
- la formation de para-juristes...

Honorables invités,
Mesdames et messieurs,

En dépit des efforts consentis par nos gouvernements ainsi que par l'ensemble des acteurs, de nombreux défis restent à relever en matière de parité homme-femme et d'insertion professionnelle des jeunes. Les raisons sont liées, notamment, à la persistance des pesanteurs socioculturelles. Il s'agit également de contraintes spécifiques relatives à l'absence de femmes et de jeunes ou leur faible représentativité dans les instances de prise de décision.

Enfin, au plan économique, on pourrait relever la situation paradoxale dans laquelle se trouvent les femmes : elles constituent 60 à 70% de la population active dans le secteur primaire mais ne bénéficient pas du fruit de leur travail.

Honorables invités,
Mesdames et messieurs,

Je voudrais, pour conclure, relever que la gestion solidaire des enjeux économiques constitue un défi majeur pour un développement durable. Il est donc impérieux de mettre en place une stratégie d'action concertée au sein de la Francophonie afin de peser davantage dans les instances et débats internationaux consacrés à la place des femmes et des jeunes dans le développement de nos sociétés.

J'invite donc tous les États à impliquer davantage les femmes et les jeunes à la construction de sociétés justes, offrant à tous les mêmes opportunités.

Vive les femmes !
Vive les jeunes !
Vive la Francophonie !

Je vous remercie.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Altesse Sérénissime Albert II Prince souverain de Monaco à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et messieurs les Présidents,
Mesdames et messieurs les Ministres
Excellences,
Mesdames, messieurs,

Je veux, tout d'abord, exprimer aux hautes autorités du Sénégal ma vive gratitude pour l'accueil si attentif qu'elles nous réservent à l'occasion de ce XV^e Sommet de la Francophonie.

Les relations entre la Principauté de Monaco et le Sénégal sont anciennes et étroites.

Mon père, le Prince Rainier III, entretenait en effet une amitié profonde avec le Président Léopold Sédar Senghor. Je garde le souvenir ému de ces liens fort et, notamment, de sa venue en 1977 pour recevoir le prix littéraire de la Fondation Prince Pierre de Monaco en hommage au rayonnement de l'écrivain et du poète qu'il était.

Ce prix, fondé en 1951, honore un écrivain d'expression française pour l'ensemble de son œuvre. En décernant ce prix au Président Senghor qui, comme auteur, magnifia la langue française, la Fondation Prince Pierre rendait hommage à la Francophonie, ce qui faisait dire au récipiendaire : « *Par le détour de la langue française, nous avons également, (nous Africains), contribué à enrichir la civilisation européenne, et d'abord la française, par de nouvelles façons de penser, de sentir et de s'exprimer* ».

Aujourd'hui, sur cette terre du Sénégal, ces réflexions si justes me reviennent en mémoire.

Je tiens aussi à exprimer ici ma chaleureuse reconnaissance à Son Excellence Monsieur Abdou Diouf qui, avec distinction, clairvoyance et détermination, a porté haut pendant douze années, en sa qualité de Secrétaire général de la Francophonie, les valeurs francophones, ces valeurs qui nous sont communes et particulièrement précieuses dans les périodes de turbulence traversées, aujourd'hui comme hier.

C'est dire le plaisir sincère que j'éprouve à venir au Sénégal dans le cadre de ce Sommet, au cœur du continent africain, continent en forte croissance tant démographique qu'économique, partenaire dont la complémentarité et la proximité paraissent de plus en plus évidentes.

Ce XV^e Sommet est très opportunément dédié à la thématique *Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement*.

Cette reconnaissance du rôle éminent des femmes et de la jeunesse dans l'édification d'un monde pacifié parce qu'il aura surmonté les fossés économiques et les injustices, entre les peuples et à l'intérieur même des pays, me semble capitale.

Nous savons, en particulier, les efforts inlassables déployés par les femmes, spécialement dans les pays émergents, pour rationaliser avec patience et persévérance les activités économiques auxquelles elles participent, que ce soit dans l'agriculture, l'artisanat, le commerce, parfois aidées par le microcrédit lorsqu'elles peuvent être auto-entrepreneures.

Quant aux jeunes, nous connaissons le poids qui est le leur, inspirés par des valeurs solides, animés par des aspirations profondes.

Ainsi, les femmes et les jeunes sont-ils de puissants acteurs économiques et sociaux.

Par leur quête d'un contrat social qui, trop souvent, fait défaut, ils interpellent tant les politiques que les diplomates et ne peuvent être sous-estimés.

Ce Sommet contribuera à nous en faire prendre encore davantage conscience et à orienter, de ce fait, des décisions appropriées.

Nos continents, dans leur diversité, traversent des crises, certes différentes mais dont ils ont du mal à s'extraire.

Il est temps que, sur le socle des valeurs de dialogue qui fondent la Francophonie, les souverainetés étatiques se coordonnent pour prendre en considération les contraintes consécutives à la fragilisation de notre environnement, notamment du fait de l'impact des techniques et des déficiences que présente l'organisation des économies et des sociétés.

La Principauté s'y attelle, à la mesure de ses moyens.

Elle continuera à le faire, notamment en prenant sa part à toutes les initiatives internationales mises en œuvre pour améliorer les performances environnementales, que ce soit dans le domaine de la préservation des océans, où son action s'inscrit dans le droit fil d'une tradition séculaire, dans ceux de la lutte contre la déforestation et la désertification, mais aussi de la prise de conscience des consommateurs et de la sensibilisation à des pratiques individuelles éco-responsables.

Tels sont certains des objectifs que j'assigne à mon gouvernement et les orientations que je donne à ma Fondation.

Je ne doute pas que ce Sommet mettra en lumière, dans le respect des légitimes diversités de nos pays et de nos peuples, notre volonté de trouver ce que l'Homme espère de toutes parts et que recouvrent les mots « paix » et « justice ».

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Paul Biya Président de la République du Cameroun à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

Monsieur le Président de la Conférence,
Mesdames, messieurs les Chefs d'État, de gouvernement et de délégation,
Monsieur le Secrétaire général de la Francophonie,
Excellences, mesdames et messieurs,

Nous savons depuis longtemps que le monde n'est pas juste. Nous savons aussi qu'il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour venir à bout de la pauvreté et de l'exclusion. Nous savons aussi que le monde est dangereux et que les périls peuvent intervenir à tout moment : guerres civiles ou étrangères, rivalités ethniques ou religieuses, oppression de factions sur les populations, que sais-je encore.

On peut, face à ces défis, se demander ce que notre Organisation peut faire de plus.

On répondra aisément qu'elle s'est déjà fortement impliquée dans la préservation de la paix, la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme. On évoquera son rôle pour la défense de la solidarité entre les nations et son soutien à l'éducation et à la formation. C'est exact. Et, à ce point de mon propos, je tiens à féliciter très chaleureusement mon frère et ami, le Président Abdou Diouf pour l'ensemble du travail remarquable qu'il a accompli.

Je veux simplement dire que, depuis peu, nous sommes confrontés à de nouveaux défis.

Le premier concerne notre sécurité. Jusqu'alors, nous avions affaire à des conflits locaux dont les conséquences dépassaient rarement les limites de la sous-région. Aujourd'hui, nous sommes menacés par une entreprise de déstabilisation d'envergure mondiale. À l'offensive en Irak et en Syrie, elle a étendu ses tentacules au cours des dernières années jusqu'au Mali, puis à l'ensemble de la zone sahélienne. Par l'entremise du terrorisme, elle fait également peser sa menace sur l'ensemble de la planète.

À titre d'exemple, je me permettrai d'appeler l'attention sur la situation de mon pays, actuellement en butte aux attaques de la secte Boko Haram. Je remarquerai au passage que tous les pays voisins immédiats du Nigeria sont membres de l'OIF et sont donc concernés comme le Cameroun.

Face à un ennemi commun qui conteste toutes les valeurs auxquelles nous sommes attachés, la solidarité doit jouer à plein. L'Histoire récente nous renseigne qu'avec ce genre d'adversaire, il ne peut y avoir de compromis.

Ai-je besoin de dire que nous restons des partisans déterminés de la paix. Nous ne renoncerons pas au « *dialogue des cultures* » cher au Président Senghor cet illustre chantre de la fraternité humaine universelle.

En second lieu, la solidarité qui nous unit doit également continuer à s'exercer dans le domaine du développement. En effet, la plupart de nos pays sont encore en développement. Or nous savons que les objectifs du Millénaire pour le développement, qui viendront à échéance l'an prochain, ne seront pas atteints. Le relais sera pris par l'agenda post-2015. Il est impératif que les retards accumulés soient rattrapés. Ce n'est que de cette façon que l'on pourra faire reculer la misère, creuset où se forment l'extrémisme et la révolte.

Mais la misère, c'est aussi le milieu où se développent les pandémies et, notamment, le virus Ebola. Ce dernier, vous le savez, sème la désolation dans certains pays frères. Là également, l'urgence de la solidarité s'impose à tous. Le nouveau Cadre stratégique de la Francophonie sera à cet effet un atout précieux. En plaidant pour une solidarité plus agissante envers les PMA, notre Organisation contribuera à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud.

J'ajoute que si les femmes et les jeunes, qui composent les trois quarts des populations de la plupart de nos pays, obtiennent, comme s'y emploie l'OIF, un accès égal à la santé, à l'éducation et à la formation, nous aurons fait un pas décisif vers le progrès de nos sociétés. Il est donc heureux que nous ayons choisi comme thème pour notre XV^e Sommet : *Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement*. À cet égard, l'accent que nous mettrons sur les aspirations des femmes et des jeunes devra prendre la forme de programmes et de projets concrets. De la sorte, nous donnerons aux femmes et aux jeunes des moyens nécessaires pour lutter contre la pauvreté, la faim et la maladie. Cette « nouvelle frontière » est bien conforme à la tradition humaniste de notre Organisation.

À côté de ces tâches fondamentales, bien d'autres requièrent notre participation. Le respect de l'environnement n'en est pas la moindre. Les pays d'Afrique centrale ont le sentiment qu'en préservant la grande forêt du bassin du Congo, ils contribuent de façon significative à la réduction des gaz à effet de serre. C'est pourquoi ils se réjouissent que la Chine et les États-Unis paraissent s'engager dans cette voie. Ceci est de bon augure pour le succès de la Conférence de Paris sur le climat l'an prochain.

La situation du lac Tchad est une autre source de préoccupation pour nous. Nous assistons, presque impuissants, à sa tragique disparition progressive. De plus, il pose des défis sécuritaires et sociopolitiques. La Conférence de Paris pourrait œuvrer à la mise en place d'un plan de sauvetage du lac Tchad : c'est une suggestion.

Excellences, mesdames, messieurs,

Notre Organisation détient de nombreux atouts pour figurer parmi l'avant-garde de la communauté internationale. Pour continuer à être une force de proposition, elle devra rester fidèle à ses valeurs et faire preuve d'audace pour s'adapter à un monde en perpétuel changement. Dans ces temps lourds de menaces où la barbarie fait apparaître à nouveau son hideux visage, l'OIF a l'obligation de montrer que le destin de l'humanité devrait la conduire vers un avenir de fraternité et de tolérance, et non de haine et de violence.

Il me reste à remercier le Président Macky Sall, les autorités et le peuple sénégalais pour leur accueil chaleureux et leur fraternelle hospitalité à l'occasion de ce XV^e Sommet de la Francophonie.

Je vous remercie de votre attention.

XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Allocution de Son Excellence Monsieur Abdou Diouf Secrétaire général de la Francophonie à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Dakar

« On a toujours trouvé des Sénégalais parmi les précurseurs et les francs-tireurs. »

Ce sont ces propos de Léopold Sédar Senghor, évoquant les grandes figures de la politique et de la culture dans son premier discours comme président de la république indépendante du Sénégal, qui me viennent à l'esprit au moment où s'ouvre ce XV^e Sommet de la Francophonie.

Il fut, sans conteste, le plus brillant de ces précurseurs et de ces francs-tireurs lorsqu'il conçut, avec Habib Bourguiba, Diori Hamani et Norodom Sihanouk, le projet d'une communauté d'États unis autour de la langue française, lorsqu'il nous offrit, dans le plus généreux des efforts de dépassement des déchirures de l'Histoire, ce rêve d'une civilisation de l'universel.

Alors je veux vous dire, Monsieur le Président de la République, que ce sommet n'est pas un sommet comme les autres. Je ne pense pas seulement à la tradition légendaire de l'accueil sénégalais, je ne pense pas seulement à la mobilisation de toutes celles et tous ceux qui ont permis la tenue de ce grand événement dans des conditions flamboyantes, je pense, aussi, au devoir qu'a la communauté francophone de vous rendre hommage, Monsieur le Président de la République, pour avoir su et voulu continuer à porter haut et fort le flambeau de la Francophonie, pour avoir su et voulu faire prospérer, avec sagesse et créativité, tout ce qui incarne, depuis des décennies, aux yeux de l'Afrique et du monde, le génie du peuple sénégalais et du Sénégal, ce grand pays, ma patrie, mon pays de cœur et de sang. Et c'est de cet hommage que je veux accompagner les remerciements fraternels que je vous adresse, avec fierté, en mon nom personnel, et au nom de toute la Francophonie.

Ce sommet n'est pas un sommet comme les autres.

Il doit être, en ce lieu des origines, en ce lieu où fut scellée, aussi, en 1989, la vocation politique de la Francophonie, l'occasion, non seulement, de célébrer les étapes franchies, mais surtout de célébrer la pertinence, l'acuité, la modernité du projet qu'avaient forgé, pour nous, ces précurseurs.

Dans ce monde secoué de convulsions, fracturé par les inégalités, démuné face à des menaces nouvelles, dans ce monde en proie à une crise économique persistante, dans ce monde en perte de repères et de valeurs, dans ce monde en manque de régulations et d'éthique, dans ce monde encore trop peu soucieux du futur crépusculaire qu'il pourrait bien léguer aux générations à venir, dans ce monde sans cap et sans capitaine, la Francophonie a allumé ce phare d'espérance et de concorde, de solidarité et d'humanisme qu'ils avaient édifié dans l'océan de l'universel.

Car la plus grande menace qui nous guette, aujourd'hui, ce n'est pas seulement le terrorisme ou le changement climatique, c'est aussi l'immobilisme, l'égoïsme ou l'indifférence, c'est de renoncer à la solidarité, c'est de faire prévaloir les intérêts particuliers sur l'intérêt général de

la famille humaine, c'est de persister dans l'idée d'une communauté internationale qui ne soit pas une véritable communauté démocratique de nations, c'est de repousser *sine die* les moyens par lesquels les États accéderaient, enfin, au sens de la responsabilité universelle en remettant entre les mains d'un gouvernement d'union internationale la résolution des grands problèmes transnationaux.

À tout cela la Francophonie est en mesure de répondre, aujourd'hui, grâce à la force de sa langue partagée, la langue française, qui est devenue la langue de la non-allégeance à une mondialisation sans âme, la langue qui redonne voix aux sans-voix, la langue qui redonne droits aux sans-droits, la langue qui redonne sens à un monde en quête de sens.

À tout cela, la Francophonie est en mesure de répondre, aujourd'hui, grâce à la force des valeurs universelles qu'elle promeut, dans le respect de la diversité et de l'égalité de dignité de toutes cultures.

À tout cela, la Francophonie est en mesure de répondre, aujourd'hui, grâce à la force d'un multilatéralisme à 77 soucieux de transcender les divergences culturelles, politiques ou stratégiques et non de les attiser, grâce à la force de sa coopération de proximité, fondée sur le dialogue, la connaissance et la compréhension mutuelles, la solidarité vraie.

À tout cela, la Francophonie est en mesure de répondre, aujourd'hui, grâce à la force de ses acteurs : les parlementaires, les universitaires, les maires, sa télévision mondiale en langue française, ses réseaux institutionnels, professionnels, son réseau d'OING, mais aussi ses réseaux de femmes et de jeunes, les femmes qui ont inscrit au rang des valeurs universelles la sororité, les jeunes qui, sur les cinq continents ravivent jour après jour la flamme des droits et des libertés.

Monsieur le Président de la République,
Mesdames et messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Si vous êtes convaincus que ce sommet ne doit pas être un sommet comme les autres, alors démontrez-nous, ici, à Dakar, que la Francophonie n'est pas une organisation internationale comme une autre en continuant à lui octroyer, pour les années à venir, la confiance et les moyens de « *répondre [plus que jamais] présente à la renaissance du monde, tel le levain nécessaire à la farine blanche.* »

Je vous remercie.